



# BAROMÈTRE HORIZONS 2018



Octobre 2018

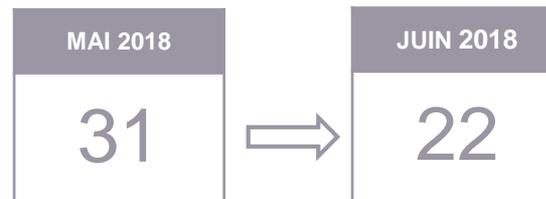
# MÉTHODOLOGIE



## MODE DE RECUEIL

## DATES DE TERRAIN

Interrogation des collectivités territoriales  
**PAR TÉLÉPHONE**



## CIBLE INTERROGÉE

**806 collectivités territoriales** : communes, EPCI, Départements et Régions

Les personnes interrogées étaient, par ordre de priorité :

1. Le DGS ou le DRH (Régions, départements, EPCI et les communes de 20 000 habitants et plus)
2. Le DGS, le DRH, le Maire, le 1<sup>er</sup> adjoint ou le secrétaire de mairie (communes de 3 500 à 20 000 habitants)
3. Le maire, le 1<sup>er</sup> adjoint ou le secrétaire de mairie (communes de moins de 3 500 habitants)

1

*LA GESTION DE LA MASSE SALARIALE*

# DES DÉPENSES DE PERSONNEL QUI CONTINUENT DE STAGNER POUR UNE COLLECTIVITÉ SUR DEUX

## ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PERSONNEL

### En stagnation



Communes de 20 000 hab et + 30%  
Communes de 3500 à 20 000 hab 34%  
- de 3500 hab 60%  
Communauté de communes 25%

### En augmentation



Régions 58%  
Départements 48%  
+ de 20 000 hab 49%  
3500 à 20 000 hab 45%  
- de 3500 hab 31%  
Communauté de communes 65%

### En réduction



+ de 20 000 hab 21%  
3500 à 20 000 hab 19%

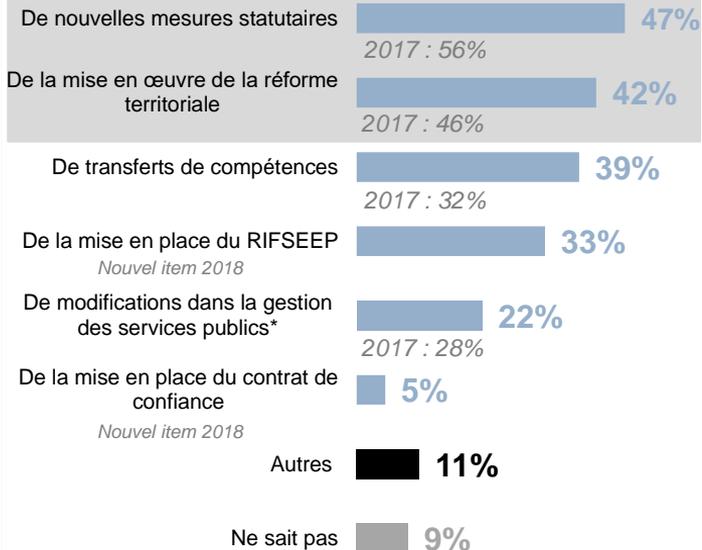
Ne sait pas 1%  
2017 : 3%  
2016 : 1%  
2015 : <1%

**Q3. Quelle est l'évolution des dépenses de personnel par rapport à l'année précédente dans votre collectivité ou structure ?**

Base : ensemble (n=806)

Une seule réponse possible

## CAUSE DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES



**Q4. Cette évolution est-elle due en partie ou totalement aux conséquences... ?**

Base : collectivités ayant constaté une évolution des dépenses de personnel (n=392)

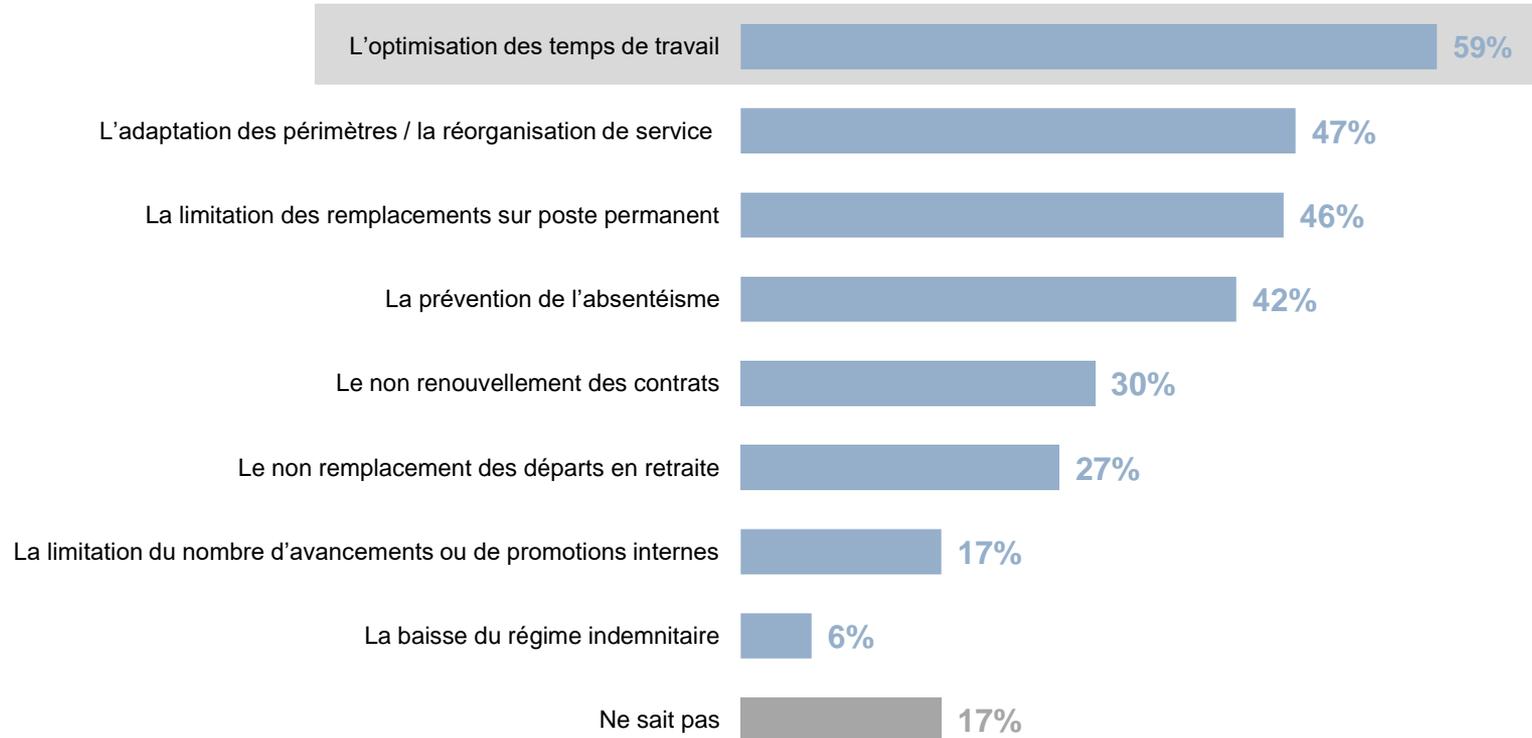
Plusieurs réponses possibles

\*Réinternalisation d'un service, DSP – Délégation de Service Public...

# L'OPTIMISATION DES TEMPS DE TRAVAIL CONSTITUE LE PREMIER LEVIER ACTIVÉ PAR LES COLLECTIVITÉS POUR MAÎTRISER LA MASSE SALARIALE

Q54. Dans le cadre de la maîtrise de la masse salariale, quels leviers activez-vous ?

Base : ensemble (n=806) – Nouvelle question 2018 – Plusieurs réponses possibles



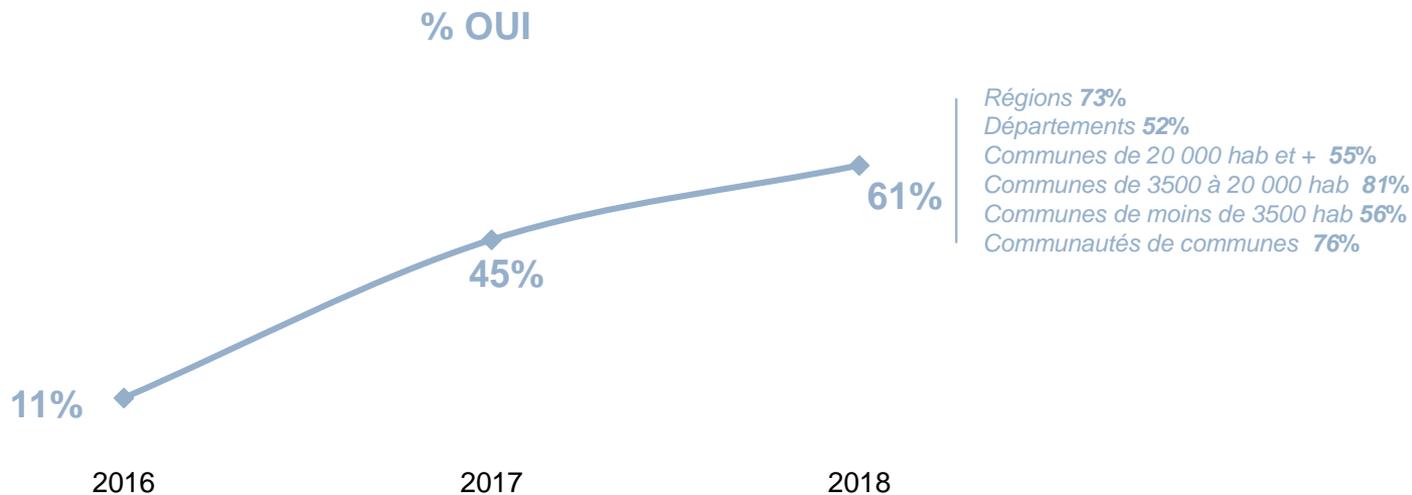
2

*LE NOUVEAU RÉGIME INDEMNITAIRE  
ET LA QUESTION DE LA MANIÈRE DE SERVIR*

# LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU RÉGIME INDEMNITAIRE A DÉSORMAIS FAIT L'OBJET D'UNE DÉLIBÉRATION POUR PLUS DE 6 COLLECTIVITÉS SUR 10

**Q5. La mise en place du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) a-t-il déjà fait l'objet d'une délibération ?**

Base : ensemble (n=806) - Une seule réponse possible

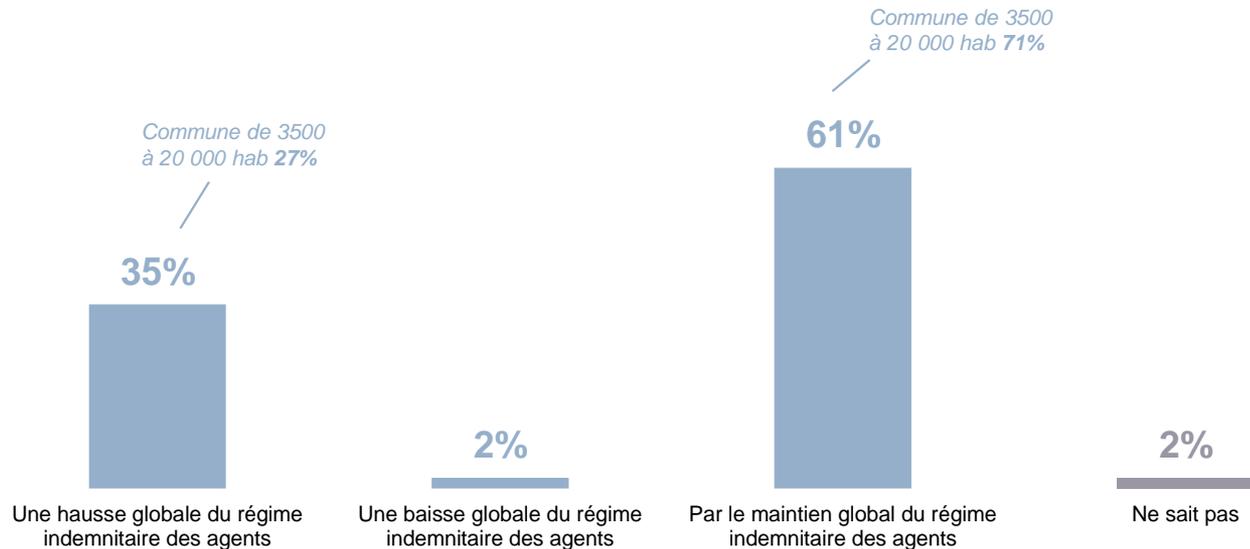


# UNE MISE EN PLACE QUI SE TRADUIT PAR LE MAINTIEN GLOBAL DU RI DES AGENTS POUR UNE MAJORITÉ D'ENTRE ELLES

**Q55. La mise en place du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) se traduit-elle par... ?**

Base : aux collectivités pour qui la mise en place du nouveau régime fait l'objet d'une délibération (n=492)

**Nouvelle question 2018** – Une seule réponse possible

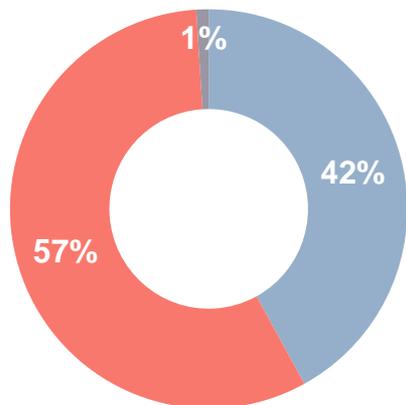


# LE COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA) A ÉTÉ ACTIVÉ PAR QUATRE COLLECTIVITÉS SUR DIX ET A FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN LORS DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL ANNUEL D'UNE LARGE MAJORITÉ D'ENTRE ELLES

**Q56. Si vous avez mis en place le RIFSEEP, avez-vous activé le CIA (complément indemnitaire annuel) en fonction de l'engagement professionnel et la manière de servir ?**

Base : ensemble (n=806) – Une seule réponse possible

**Nouvelle question 2018**



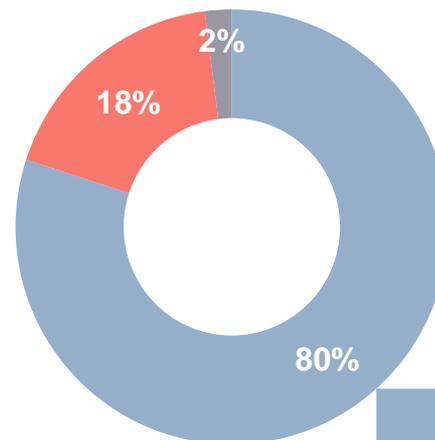
Si Oui



**Q57. Le CIA (complément indemnitaire annuel) fait-il l'objet d'un examen lors de l'entretien professionnel annuel ?**

Base : aux collectivités qui ont activé le CIA en fonction de l'engagement professionnel et la manière de servir (n=336) – Une seule réponse possible

**Nouvelle question 2018**



3

*LES PERSPECTIVES DE REMPLACEMENT  
ET DE RECRUTEMENT*

# DES PERSPECTIVES DE RECRUTEMENT À LA HAUSSE

**Q13. Envisagez-vous de recruter prochainement ?**  
 Base : ensemble (n=806) - Une seule réponse possible

(+/-) Evolution par rapport à 2017

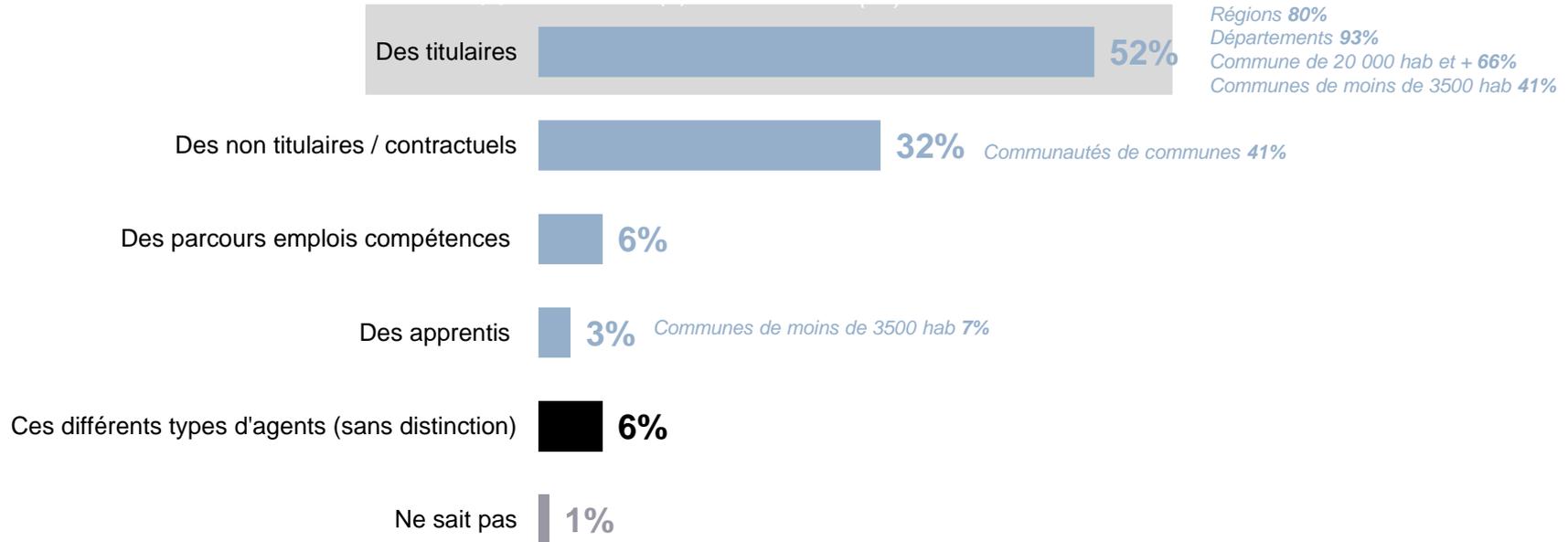
## VOLONTÉ de RECRUTEMENTS



# PLUS D'UNE COLLECTIVITÉ SUR DEUX ENVISAGENT DE RECRUTER EN PRIORITÉ DES TITULAIRES

## Q14. Quel type d'agents comptez-vous recruter en priorité ?

Base : aux collectivités qui envisagent de recruter prochainement (n=287) – **Nouvelle question 2018** – Une seule réponse possible



# LE REMPLACEMENT DES DÉPARTS EST LA PRINCIPALE RAISON DES RECRUTEMENTS

Q16. Ces recrutements seront-ils consécutifs à...?

Une seule réponse possible

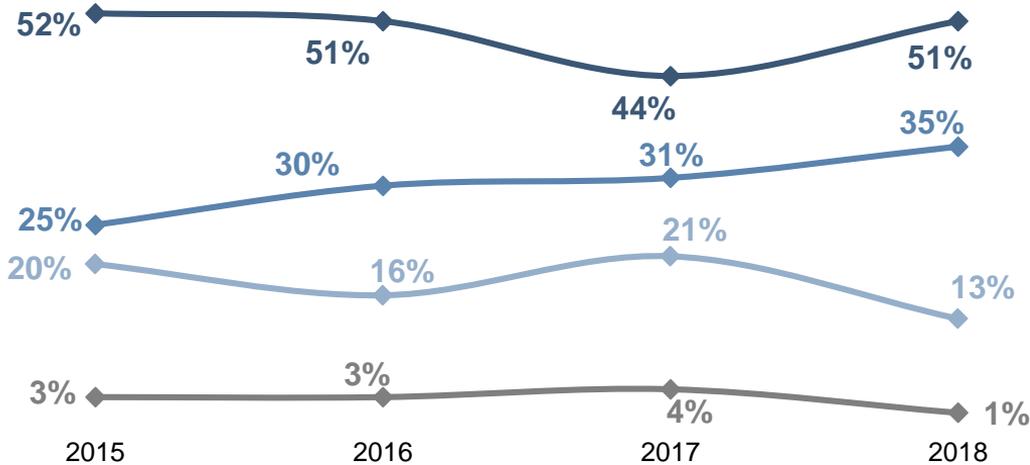
Base : aux collectivités qui envisagent de recruter prochainement (n=287)

## RAISONS de RECRUTEMENTS

■ Ne sait pas    ■ Une ou plusieurs créations de poste(s)    ■ Les deux    ■ Un ou des remplacements dans le cadre d'un ou plusieurs départs



Un ou des remplacements dans le cadre d'un ou plusieurs départs



Les deux

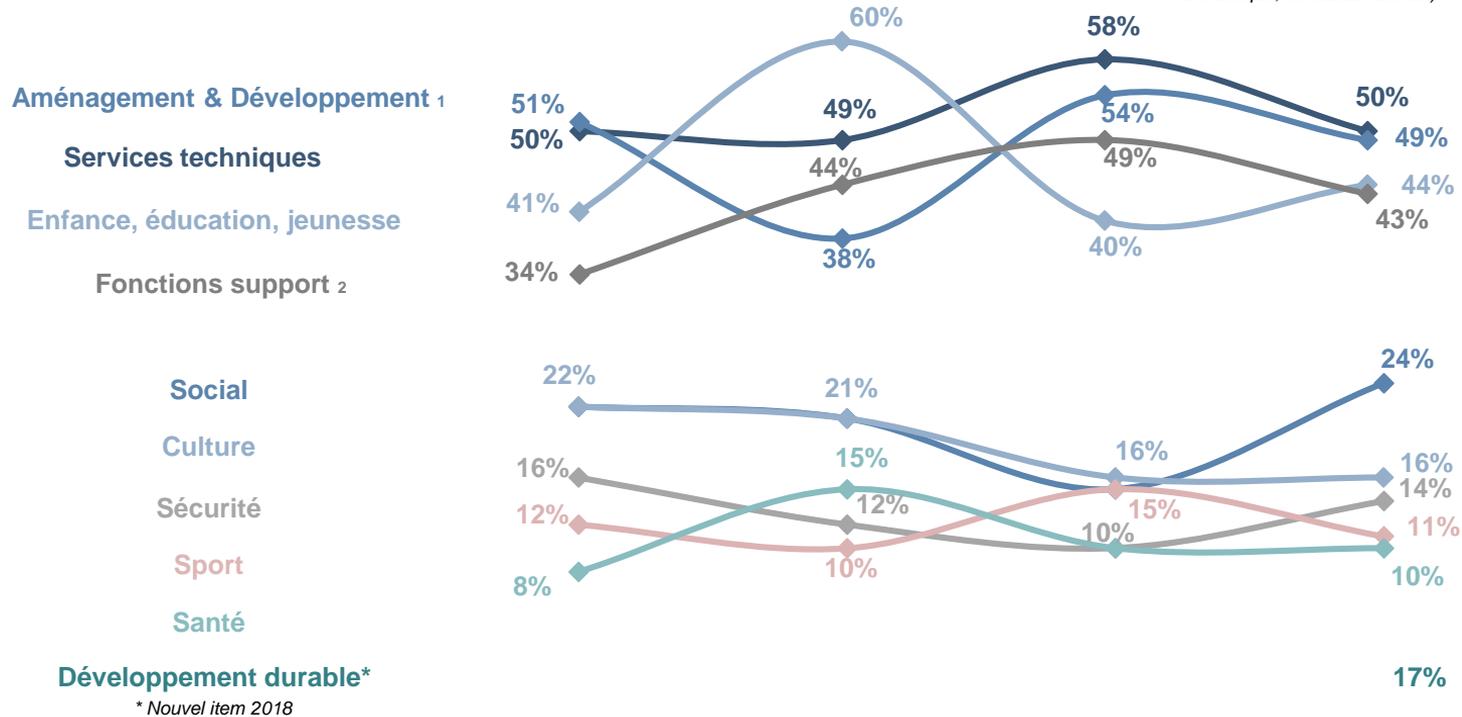
Une ou plusieurs créations de poste(s)

Ne sait pas

# REPRISE DES CRÉATIONS DE POSTE DANS LES SECTEURS DE L'ENFANCE, ÉDUCATION JEUNESSE ET DU SOCIAL EN 2018

**Q17. Dans quel(s) champ(s) de politiques publiques cette/ces création(s) de poste(s) va-t-elle/ vont-elles porter ?**  
 Plusieurs réponses possibles / Base : collectivités pensant créer plusieurs postes en 2018 (n=137)

1 (politique de la ville, urbanisme, transports, environnement, action économique, emploi, Europe et international...)  
 2 (direction, affaires juridiques, ressources humaines, finances, informatique, communication...)

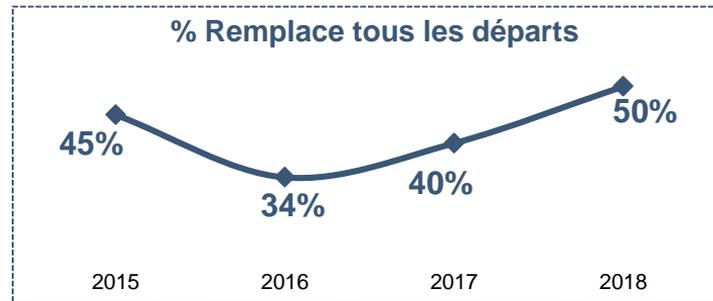


\* Nouvel item 2018

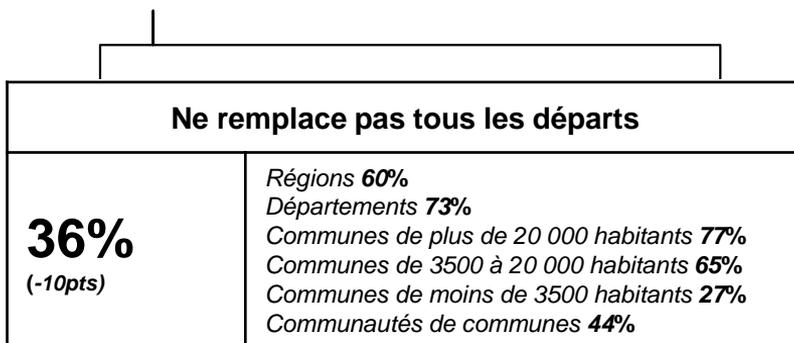
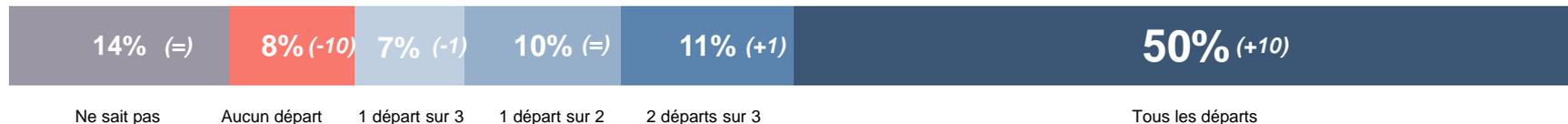
# UNE COLLECTIVITÉ SUR DEUX ENVISAGE DE REMPLACER TOUS LES DÉPARTS, UN RÉSULTAT EN NETTE PROGRESSION PAR RAPPORT À L'AN DERNIER

**Q18. A l'avenir, pensez-vous remplacer...?**

Base : ensemble (n=806) - Une seule réponse possible



(+/-)  
Evolution  
par rapport  
à 2017



# LE NON REMPLACEMENT DE TOUS LES DÉPARTS EST PRINCIPALEMENT EXPLIQUÉ PAR LA RÉORGANISATION DE SERVICES

**Q42. Pour quelles raisons ne pensez-vous pas remplacer tous les départs au sein de votre collectivité ou structure ? Est-ce parce que...**

Base : Aux collectivités qui ne pensent pas remplacer tous les départs (n=288) - Plusieurs réponses possibles

(+/-) Evolution par rapport à 2017



4

*LA POLITIQUE DE FORMATION*

# PAR RAPPORT À L'AN DERNIER, LES DÉPENSES CONSACRÉES À LA FORMATION SONT STABLES POUR PRÈS DE 8 COLLECTIVITÉS SUR 10

Q59. Par rapport à l'année dernière, vos dépenses consacrées à la formation (hors salaires et frais de déplacement) sont-elles... ?

Base : ensemble (n=806)

Nouvelle question 2018 - Une seule réponse possible

En HAUSSE 19%



Régions 29%  
Départements 23%  
Communes de 20 000 hab et + 22%  
Communes de 3500 à 20 000 hab 25%  
Communes de moins de 3500 hab 15%  
Communauté de communes 31%

Au MÊME NIVEAU 76%



Régions 51%  
Départements 67%  
Communes de 20 000 hab et + 72%  
Communes de 3500 à 20 000 hab 70%  
Communes de moins de 3500 hab 82%  
Communauté de communes 63%

En BAISSSE 3%



Régions 20%  
Départements 10%  
Communes de 20 000 hab et + 5%  
Communes de 3500 à 20 000 hab 4%  
Communes de moins de 3500 hab 2%  
Communauté de communes 3%

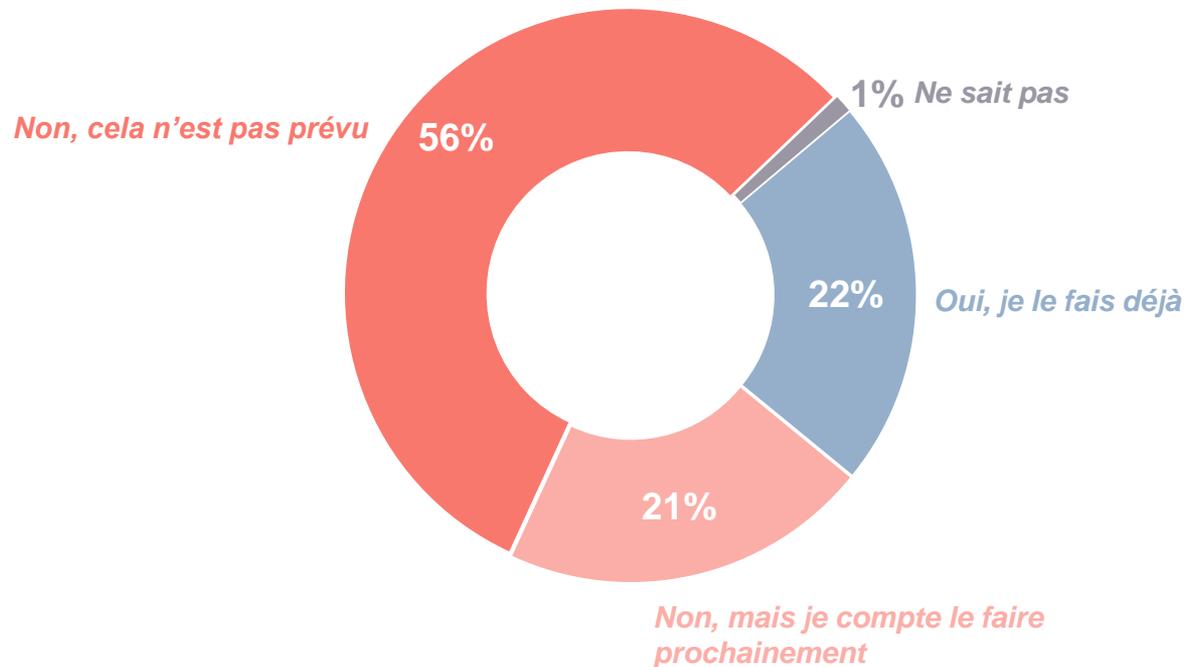
Ne sait pas 2%

# A CE STADE, DEUX COLLECTIVITÉS SUR DIX ONT AMÉNAGÉ LEUR RÈGLEMENT POUR AUTORISER LA FORMATION À DISTANCE SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Q60. *Comptez-vous aménager votre règlement formation pour autoriser la formation à distance sur le lieu de travail ?*

Base : ensemble (n=806)

**Nouvelle question 2018** – Une seule réponse possible



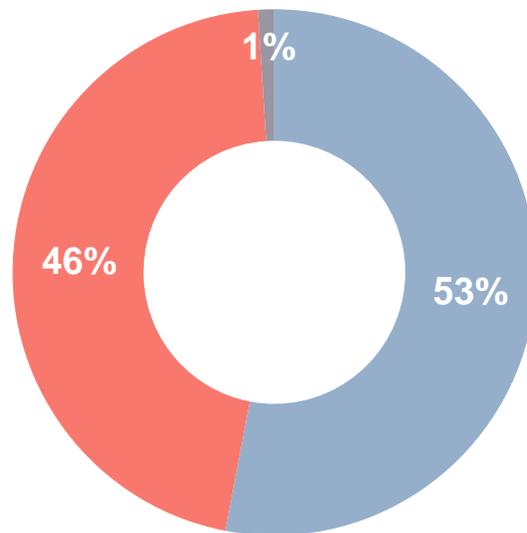
| % OUI                         |     |
|-------------------------------|-----|
| Régions                       | 62% |
| Départements                  | 24% |
| Communes de 20 000 hab et +   | 44% |
| Communes de 3500 à 20 000 hab | 29% |
| Communes de moins de 3500 hab | 16% |
| Communautés de communes       | 35% |

# PLUS DE LA MOITIÉ DES COLLECTIVITÉS ONT INFORMÉ LEURS AGENTS SUR LA MISE EN PLACE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF)

Q61. Avez-vous informé vos agents sur la mise en place du compte personnel de formation (CPF) ?

Base : ensemble (n=806)

Nouvelle question 2018 - Une seule réponse possible



■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas

## % OUI

Régions 49%

Départements 82%

Communes de 20 000 hab et + 57%

Communes de 3500 à 20 000 hab 42%

Communes de moins de 3500 hab 54%

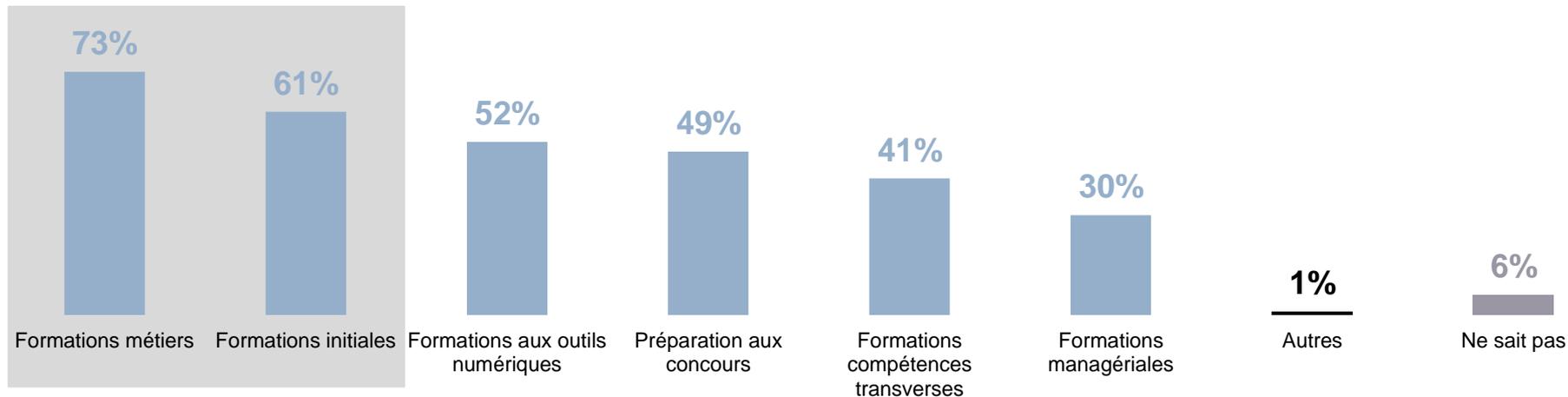
Communautés de communes 42%

# LES FORMATIONS MÉTIERS ET FORMATIONS INITIALES CONSTITUENT LES DEUX AXES PRIORITAIRES DES POLITIQUES DE FORMATION DES COLLECTIVITÉS

Q62. Quels sont les axes prioritaires de votre politique de formation ?

Base : ensemble (n=806)

**Nouvelle question 2018** - Plusieurs réponses possibles



5

*LA SANTÉ / SÉCURITÉ AU TRAVAIL  
ET LA PROTECTION SOCIALE*

# LES SITUATIONS D'INAPTITUDE ET LES DEMANDES DE RETRAITE POUR INVALIDITÉ AUGMENTENT À NOUVEAU CETTE ANNÉE

## SITUATIONS D'INAPTITUDE

Question 46.

**Constatez-vous une augmentation des situations d'inaptitude dans votre collectivité ou structure ?**

Base : Ensemble (n=806) – Une seule réponse possible

(+/-) Evolution par rapport à 2017

**28%** (+4) constatent une augmentation des situations d'inaptitude dans leurs collectivités / structures

Régions **91%**

Départements **79%**

Communes de 20 000 hab et + **78%**

Communes de 3 500 à 20 000 hab **53%**

Communes de moins de 3 500 habitants **16%**

Communauté de communes **44%**

## DEMANDES DE RETRAITES POUR INVALIDITÉ

Question 48.

**Constatez-vous une augmentation des demandes de retraite pour invalidité ?**

Base : Ensemble (n=806) – Une seule réponse possible

(+/-) Evolution par rapport à 2017

**14%** (+7) constatent une augmentation des demandes de retraite pour invalidité

Régions **50%**

Départements **60%**

Communes de 20 000 hab et + **37%**

Communes de 3 500 à 20 000 hab **30%**

Communes de moins de 3 500 habitants **6%**

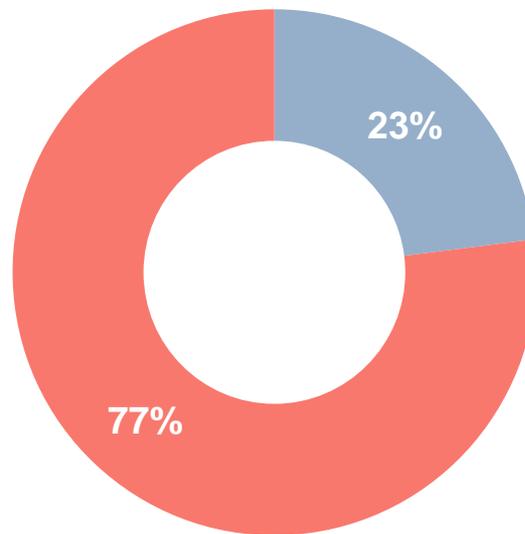
Communauté de communes **20%**

# AU GLOBAL, PRÈS D'UN QUART DES COLLECTIVITÉS ONT DÉJÀ MIS EN PLACE DES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT DES RECLASSEMENTS PROFESSIONNELS

Question 47B.

Avez-vous mis en place des dispositifs d'accompagnement des reclassements professionnels ?

Base : Ensemble (n=806) – **Nouvelle question 2018** - Une seule réponse possible



% OUI

Régions **90%**

Départements **96%**

Communes de 20 000 hab et + **84%**

Communes de 3 500 à 20 000 hab **47%**

Communes de moins de 3 500 habitants **10%**

Communauté de communes **33%**

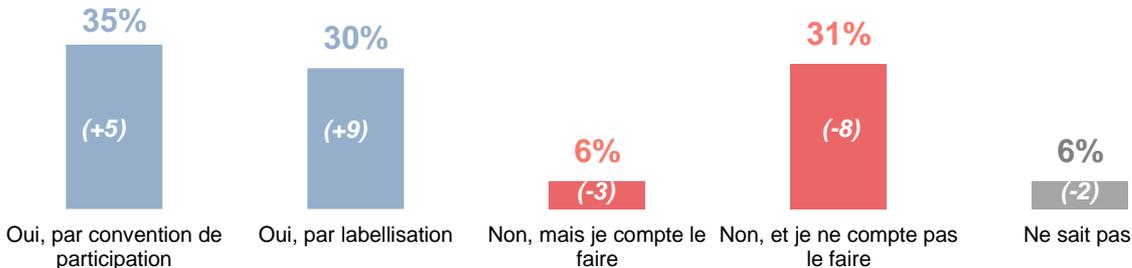
■ Oui ■ Non

# LA MISE EN PLACE D'UNE PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE EST DE PLUS EN PLUS COURANTE. CELLE-CI PORTE À LA FOIS SUR LA PRÉVOYANCE ET LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

## Q28. Avez-vous mis en place une protection sociale complémentaire ?

Base : ensemble (n=806) – Plusieurs réponses possibles (par convention de participation et/ou labellisation)

(+/-) Evolution par rapport à 2017



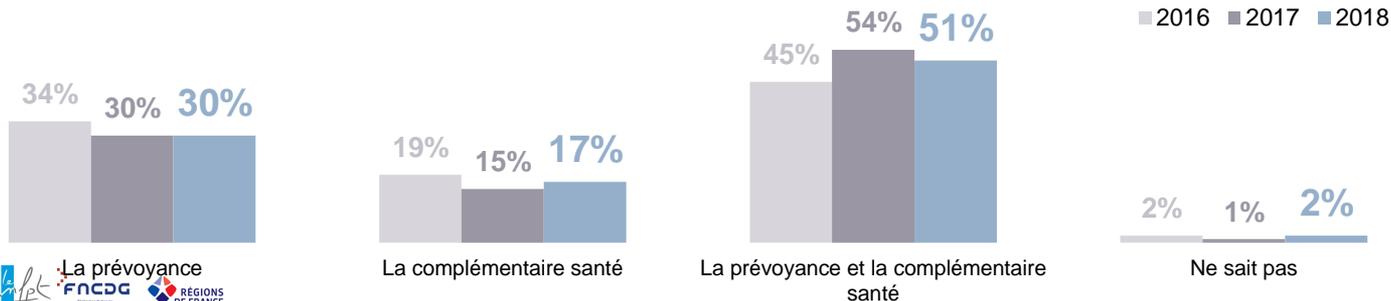
### Ont mis en place une protection sociale complémentaire par convention et/ou labellisation

57% (+13)

Régions 82%  
 Départements 90%  
 Communes de 20 000 hab et + 64%  
 De 3500 à 20 000 hab 63%  
 Moins de 3500 hab 49%  
 Communautés de communes 70%

## Q30. Cette protection sociale complémentaire porte sur...?

Base : aux collectivités qui ont mis en place une protection sociale complémentaire (n=460) – Une seule réponse possible



6

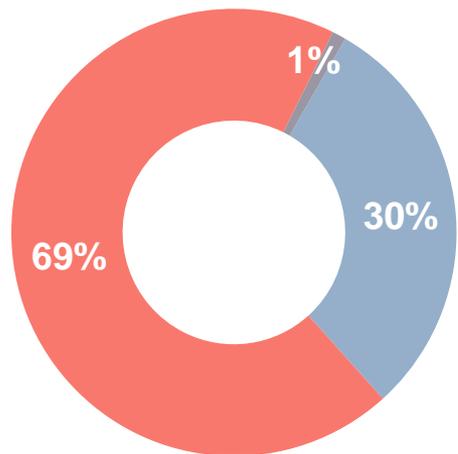
*LES QUESTIONS D'ACTUALITÉ*

# UN TIERS DES COLLECTIVITÉS ONT UN DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES (DPD). IL S'AGIT AUTANT D'UN AGENT INTERNE QUE D'UN AGENT EXTERNE À LA COLLECTIVITÉ

**Q63. Avez-vous un délégué à la protection des données (DPD) ?**

Base : ensemble (n=806)

**Nouvelle question 2018** – Une seule réponse possible



| % OUI                             |
|-----------------------------------|
| Régions 77%                       |
| Départements 86%                  |
| Communes de 20 000 hab et + 58%   |
| Communes de 3500 à 20 000 hab 34% |
| Communes de moins de 3500 hab 19% |
| Communautés de communes 45%       |

Oui Non Ne sait pas

**Q64. Votre délégué à la protection des données (DPD) est-il... ?**

Base : aux collectivités qui ont un DPD (n=242)

**Nouvelle question 2018** – Une seule réponse possible

Un agent interne à la collectivité : **53%**

Régions 100%  
Départements 100%  
Communes de 20 000 hab et + 69%  
Communes de 3500 à 20 000 hab 56%  
Communes de moins de 3500 hab 34%  
Communautés de communes 45%

Un agent externe à la collectivité : **47%**

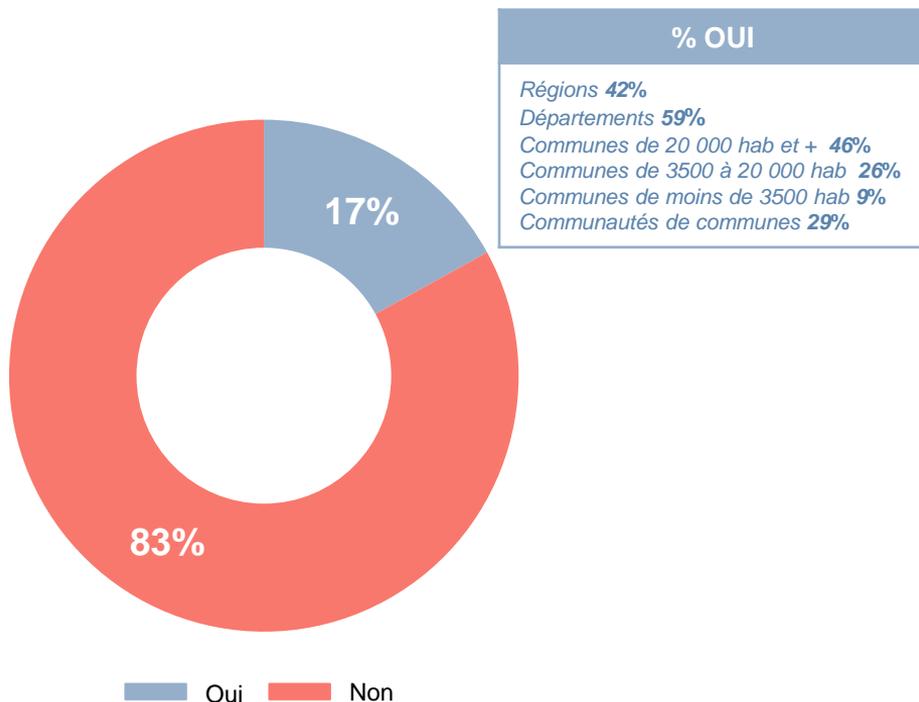
Communes de 20 000 hab et + 31%  
Communes de 3500 à 20 000 hab 42%  
Communes de moins de 3500 hab 66%  
Communautés de communes 55%

# PRÈS DE DEUX COLLECTIVITÉS SUR DIX ONT UN RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE. POUR LA MAJORITÉ IL S'AGIT D'UN SERVICE ASSURÉ PAR LE CENTRE DE GESTION.

## Q65. Avez-vous un référent déontologue ?

Base : ensemble (n=806)

Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible



## Q66. Votre référent déontologue est-il... ?

Base : aux collectivités qui ont un référent déontologue (n=136)

Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible

Un service assuré par le centre de gestion : **71%**

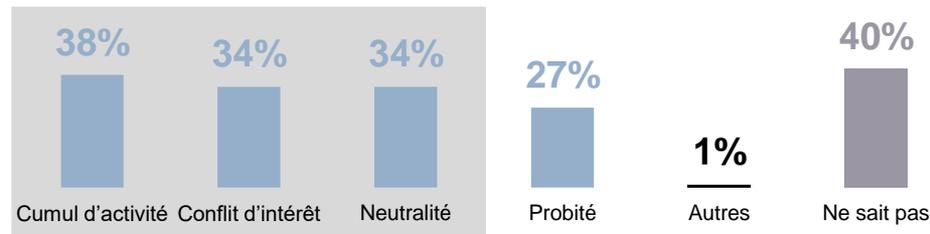
Un agent interne à la collectivité : **24%**

Un agent externe à la collectivité : **5%**

## Q67. Quelles sont les thématiques traitées en priorité par votre référent déontologue ?

Base : aux collectivités qui ont un référent déontologue (n=136)

Nouvelle question 2018 – Plusieurs réponses possibles



# DES ACTIONS POUR L'ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES EN FORTE PROGRESSION CETTE ANNÉE ET QUI TOUCHE TOUS LES DOMAINES

Q32. Quelles actions avez-vous mises en place pour favoriser l'égalité hommes / femmes ?

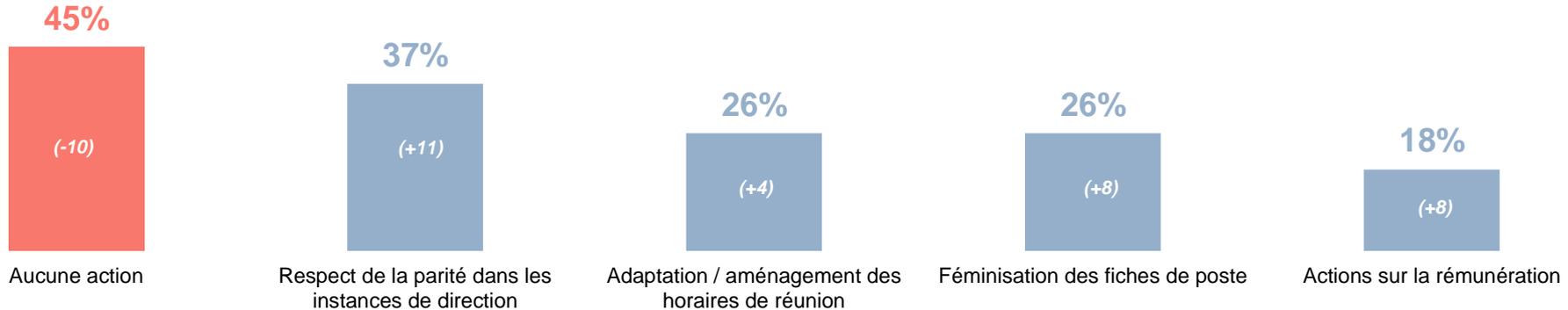
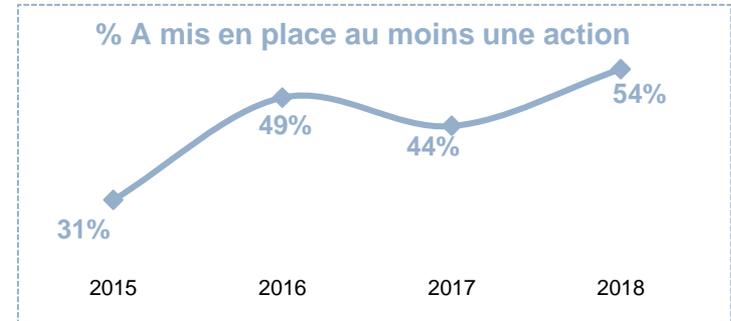
Base : ensemble (n=806) - Plusieurs réponses possibles

(+/-) Evolution par rapport à 2017

## A MIS EN PLACE AU MOINS UNE ACTION

**54%** (+10)

Régions **91%**  
 Départements **80%**  
 Communes de 20 000 hab et + **83%**  
 Communes de 3500 à 20 000 hab **62%**  
 Communes de moins de 3500 hab **48%**



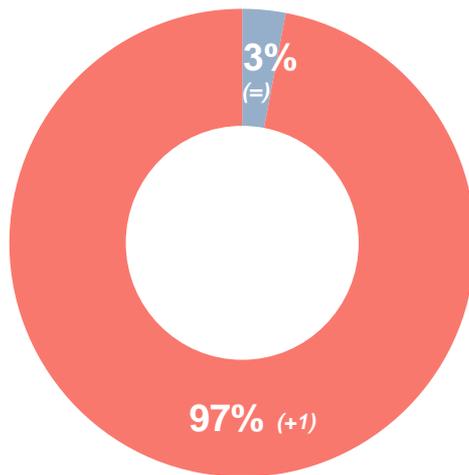
# LES RÉGIONS ET COMMUNES DE 20 000 HABITANTS ET PLUS D'AVANTAGE CONFRONTÉES À DES DIFFICULTÉS POUR FAIRE RESPECTER LES RÈGLES DE LAÏCITÉ

Q50. Rencontrez-vous avec certains agents des difficultés pour qu'ils respectent les règles de laïcité dans l'exercice de leur fonction?

Base : ensemble (n=806) – Une seule réponse possible

## RESPECT DES RÈGLES DE LAÏCITÉ

(+/-) Evolution par rapport à 2017



Oui Non

### % OUI

Régions **31%**

Départements **8%**

Communes de 20 000 habitants et + **20%**

Communes de 3500 à 20 000 hab **6%**

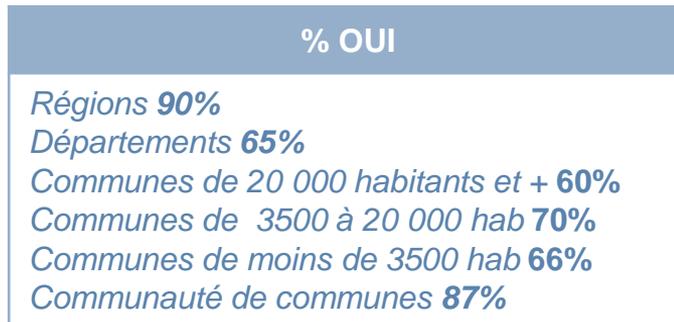
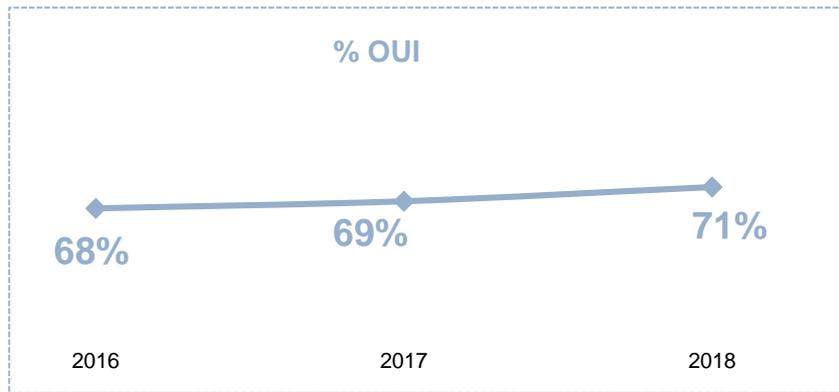
Communes de moins de 3500 hab **1%**

Communautés de communes **2%**

# PLUS DES DEUX TIERS DES COLLECTIVITÉS DÉCLARENT TRAVAILLER SUR LA BASE DE 1607 HEURES EFFECTIVES

Q34. Les agents de votre collectivité ou structure travaillent-ils sur la base de 1 607 heures effectives (durée légale du travail à temps complet) sur une année ?

Base : ensemble (n=806) – Une seule réponse possible

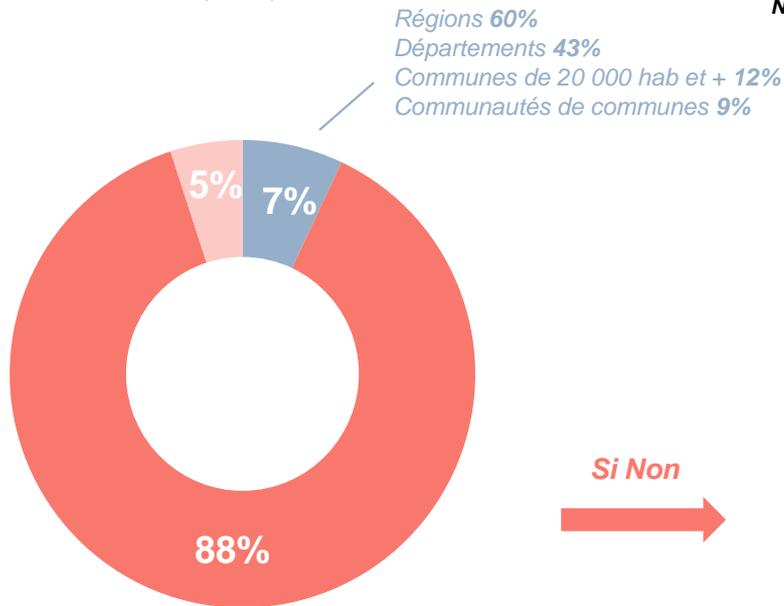


# TROIS QUARTS DES COLLECTIVITÉS NE COMPTENT PAS FORMALISER UN ACCORD POUR PERMETTRE AUX AGENTS DE FAIRE DU TÉLÉTRAVAIL, NOTAMMENT LES PETITES COLLECTIVITÉS

**Q69. Avez-vous formalisé un accord pour permettre aux agents de faire du télétravail ?**

Base : ensemble (n=806)

*Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible*



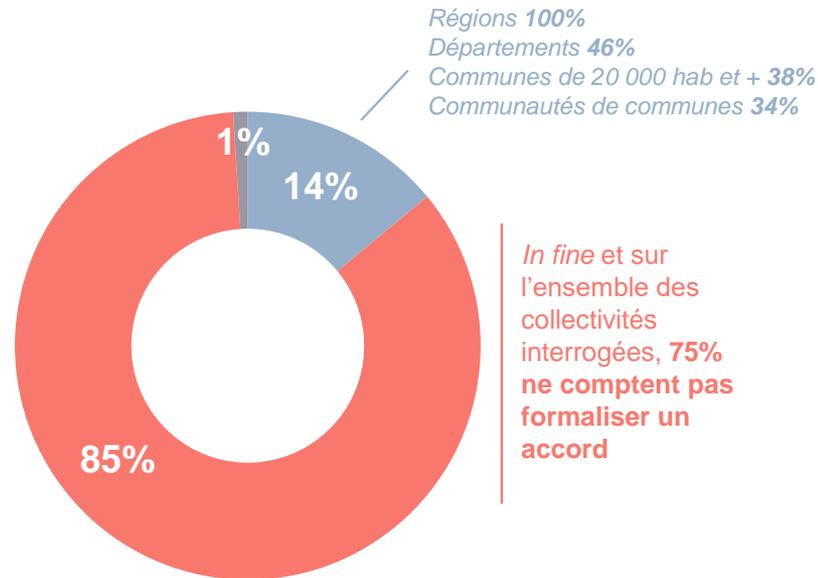
*Si Non*



**Q70. Comptez-vous le faire ?**

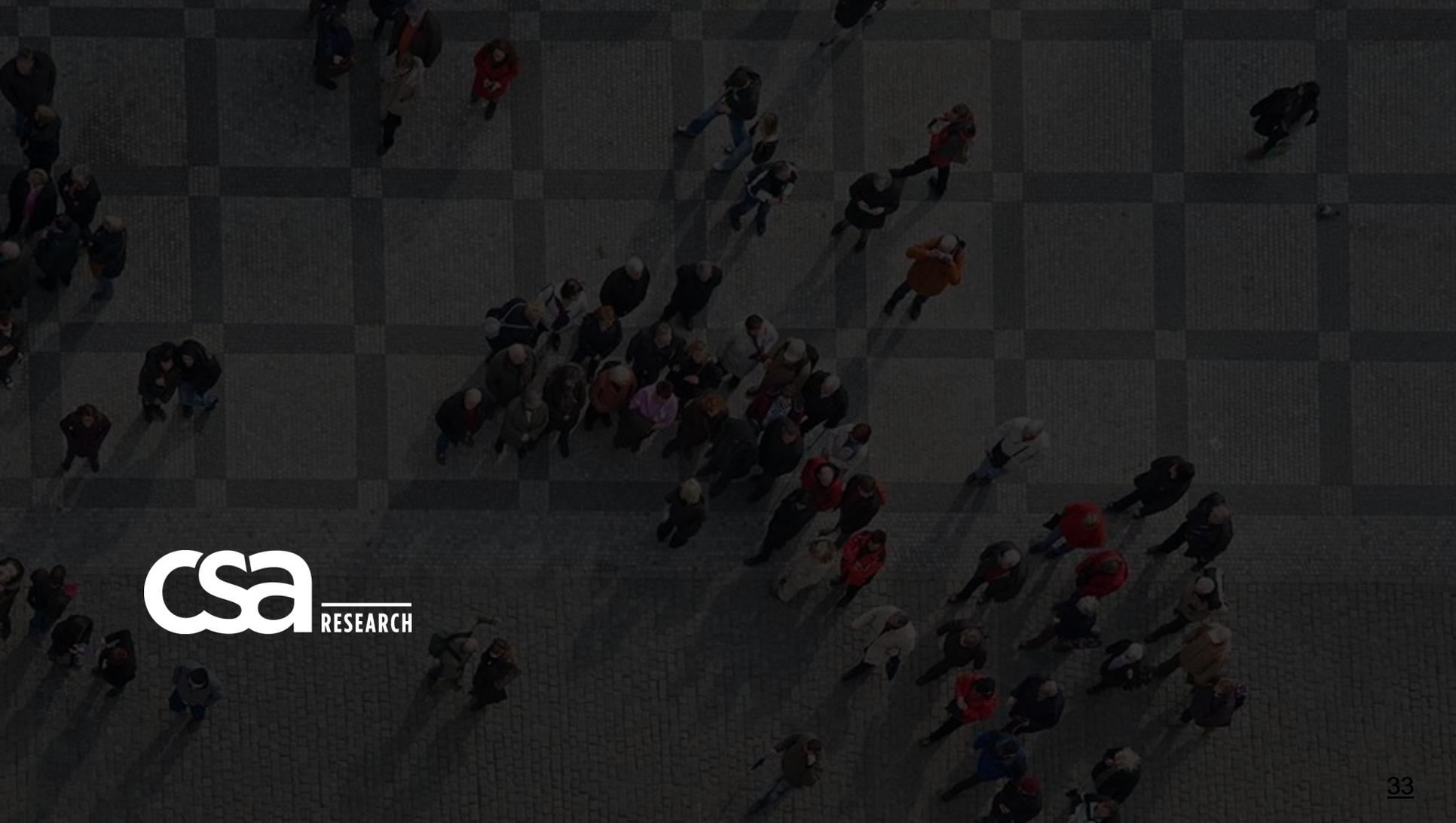
Base : à ceux qui n'ont pas formalisé un accord permettant aux agents de faire du télétravail (n=709)

*Nouvelle question 2018 – Une seule réponse possible*



■ Oui ■ Non ■ Vous êtes actuellement en phase d'expérimentation

■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas



**CSA** RESEARCH